



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2015-2016

JM/vg

P.V. ENEJ 17

**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse**

Procès-verbal de la réunion du 09 mars 2016

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 27 janvier et des 3 et 17 février 2016
2. 6903 Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien ; 3. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat
 - Présentation du projet de loi
 - Désignation d'un rapporteur
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
3. Informations sur l'accord conclu le 22 février 2016 entre le Gouvernement et le Syndicat national des enseignants (CGFP-SNE) (demande du groupe politique CSV du 23 février 2016)
4. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, M. Gilles Baum, Mme Tess Burton, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Lamberty, Mme Martine Mergen, M. Laurent Zeimet

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Folscheid, M. Luc Weis, M. Guy Strauss, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusée : Mme Sylvie Andrich-Duval

*

Présidence : M. Lex Delles, Président de la Commission

*

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 27 janvier et des 3 et 17 février 2016

Les projets de procès-verbal des réunions des 3 et 17 février 2016 sont adoptés. L'adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 27 janvier 2016 est reportée à la réunion du 16 mars 2016.

2. 6903 Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien ; 3. la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

• Présentation du projet de loi

Le représentant ministériel présente le projet de loi sous rubrique, pour les détails duquel il est renvoyé au document parlementaire n° 6903. La mise en œuvre de la réforme de la Fonction publique nécessite un certain nombre d'adaptations au niveau de l'organisation de l'enseignement fondamental. Ainsi, le projet sous rubrique se propose de régler la transposition de la disposition relative au bénéfice récompensant les fonctionnaires (et les employés de l'Etat) qui obtiennent un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles.

En second lieu, après l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, les chargés de cours de l'enseignement fondamental appelés à bénéficier d'un contrat à durée indéterminée devront effectuer un cycle de formation de début de carrière. La loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) donne des précisions quant à l'introduction de ce cycle de formation pour les employés précités. Au vu de ces considérations et de la volonté du Gouvernement de n'admettre à la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental que des employés à durée indéterminée, les dispositions du chapitre V de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental relatives à la réserve de suppléants doivent être adaptées.

En troisième lieu, il appert que suite aux opérations de réaffectation annuelles des instituteurs en service émanant de la première liste des postes d'instituteur vacants en juin, un certain nombre de postes d'instituteurs sont libérés par les instituteurs réaffectés. A ces postes peuvent postuler, selon les dispositions actuellement en vigueur, les agents nouvellement admis au stage préparant à la fonction d'instituteur ainsi que, dans une phase ultérieure, des membres de la réserve de suppléants ou bien des remplaçants, faute d'instituteurs nouvellement admis au stage en nombre suffisant. Depuis plusieurs années déjà, les instituteurs en service, par l'intermédiaire de leurs syndicats, ont revendiqué l'accès

des instituteurs en place aux postes libérés lors des opérations de réaffectation de la première liste. A cette fin, la procédure actuellement en vigueur doit être adaptée respectivement complétée.

En quatrième lieu, le présent projet propose d'abolir la dérogation actuellement en vigueur qui permet aux instituteurs d'enseignement spécial en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental de continuer à bénéficier d'une tâche d'enseignement de 21 leçons hebdomadaires, alors que la tâche hebdomadaire régulière d'un instituteur des cycles 2 à 4 comporte 23 leçons d'enseignement. L'abrogation de la dérogation précitée se traduira par une libération de plus ou moins 200 leçons hebdomadaires d'enseignement qui pourront être réinvesties dans l'enseignement.

En cinquième lieu, il ressort de l'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien que le changement de groupe de traitement respectivement de groupe d'indemnité (ladite carrière ouverte) n'est pas accessible aux fonctionnaires et employés de la carrière de l'enseignant, qui s'en trouvent dès lors exclus. Il est à relever que l'accord de transposition conclu entre le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et le Syndicat national des enseignants prévoit de rendre possible aux instituteurs et chargés de cours l'accès à un groupe de traitement supérieur au sien par le mécanisme dit de la « carrière ouverte ». L'objectif d'une telle mesure est de répondre à une aspiration impérative du terrain qui va de pair avec la possible création de postes relevant de la carrière de l'instituteur spécialisé.

Finalement, suite aux recommandations formulées par le Ministère de la Fonction publique, des modifications doivent être apportées à l'Annexe A de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat afin de permettre aux instituteurs maintenus dans le barème transitoire de l'enseignement (grade E5 ou E5ter) de bénéficier, par le biais d'une promotion, de l'accès à la carrière supérieure d'instituteur spécialisé nouvellement créée.

Par voie d'amendements gouvernementaux introduits le 8 janvier 2016, il est par ailleurs proposé d'inscrire dans la loi des conditions supplémentaires que les candidats doivent remplir pour être admissibles au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Soit ils ont déjà accompli avec succès une formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, ainsi que des activités d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins ; soit ils disposent d'une durée supplémentaire d'une année pour la promotion 2017 à partir de la date d'admission au stage pour fournir les attestations requises, au risque de se voir exclure du stage.

Le Ministre de l'Education nationale a la possibilité de charger un inspecteur de l'enseignement fondamental de façon temporaire de missions transversales d'inspection qui ne sont pas liées à un arrondissement précis, telles que par exemple le contrôle de l'enseignement à domicile au niveau national, prévu à l'article 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

La situation de l'inspecteur de l'enseignement fondamental détaché à une autre administration que son administration d'origine a dû également être clarifiée au vu du fait que, pour des raisons de réorientation professionnelle ou autres, trois inspecteurs sont actuellement détachés, sans exercer de mission d'inspection (par exemple : auprès de l'Université du Luxembourg, auprès de l'Institut de formation de l'éducation nationale).

En conséquence, à l'annexe de la loi précitée, le tableau II.a., intitulé « Nouveau régime de la rubrique « Enseignement » », doit être modifié dans le même sens. Afin de rectifier une erreur apparue, dans le cadre des travaux législatifs ayant abouti à la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, au tableau II.b., intitulée « Régime transitoire de la rubrique « Enseignement », la fonction d'« inspecteur général de l'enseignement fondamental » au niveau du grade E8 (qui n'existe plus) est remplacée par celles de « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché ».

Afin d'appliquer les changements précités avec effet au jour de l'entrée en vigueur des réformes dans la Fonction publique, à savoir le 1^{er} octobre 2015, il est proposé d'adapter l'entrée en vigueur du présent projet de loi.

- **Examen de l'avis du Conseil d'Etat**

Observations générales

Le Conseil d'Etat donne à considérer que, d'un point de vue légistique, lorsque le dispositif a pour objet exclusif d'opérer des modifications à plusieurs actes et que le nombre de ces modifications est peu important, il y a lieu de prévoir pour chacun de ces actes un article numéroté en chiffres romains (**Art. I^{er}**, **Art. II.**, **Art. III.**, ...) et de spécifier ensuite toutes les modifications se rapportant à un même acte en les numérotant de la manière suivante : 1., 2., 3.,... Cette structure peut même être utilisée si le dispositif en question contient un ou plusieurs articles comportant des dispositions complémentaires, telles que des dispositions transitoires ou la mise en vigueur.

En outre, au vu du nombre peu important d'articles, une subdivision en chapitres n'est en l'espèce pas de mise.

Le projet de loi sous rubrique est dès lors à structurer comme suit :

« **Art. I^{er}**. La loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental est modifiée comme suit :

1. L'article 4 [...].
2. A l'article 5, alinéa 5, [...].
3. L'article 6 [...].
4. L'article 46 [...].
5. L'article 8 [...].
6. L'article 9 [...].
7. L'article 16, alinéa 1^{er}, point 8, [...].
8. Les articles 19 à 21 [...].
9. L'article 22 [...].
10. L'article 43, paragraphe 1^{er}, [...].

Art. II. La loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifiée comme suit :

1. A l'article 5, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, [...].
2. A l'article 5, paragraphe 2, les termes [...].
3. L'article 7, paragraphe 1^{er}, point 3, [...].
4. A l'article 14, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, [...].

Art. III. La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit :

1. A l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le point 4° [...].

2. A l'article 17, alinéa 1^{er}, point b), [...].
3. A l'annexe A, rubrique II « Enseignement », II.a. [...].
4. A l'annexe A, rubrique II « Enseignement », II.b. [...].

Art. IV. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental [...].

Art. V. La présente loi [...]. »

La Commission donne suite aux observations du Conseil d'Etat.

Intitulé

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'Etat tient à signaler que la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat a déjà fait l'objet de modifications depuis son entrée en vigueur, de sorte qu'il échet d'ajouter le terme « modifiée » entre la nature et la date de l'acte dont question.

La Commission fait sienne cette observation du Conseil d'Etat.

Article 1^{er} (Article I^{er}, point 1 nouveau)

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Echange de vues

Il est entendu que les grilles d'évaluation des compétences professionnelles des instituteurs sont mises à disposition des membres de la Commission dès leur finalisation.

Article 2 (Article I^{er}, point 2 nouveau)

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 3 (Article I^{er}, point 3 nouveau)

Le Conseil d'Etat note que les auteurs des amendements gouvernementaux introduits le 8 janvier 2016 profitent du présent projet de loi pour inscrire les exigences formulées par la Haute Corporation dans son avis du 8 décembre 2015 dans la loi.

Toutefois, la Haute Corporation doit émettre une opposition formelle à l'égard du premier tiret relatif à l'attestation de formation de base en matière de secourisme en ce qu'il y est renvoyé au règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours. En effet, le principe de la hiérarchie des normes interdit qu'une norme juridique supérieure comporte une référence à une norme qui lui est inférieure dans la hiérarchie des sources de droit. Le Conseil d'Etat demande aux auteurs de renvoyer aux dispositions de la loi servant de base légale audit règlement grand-ducal.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat se demande si seule une formation luxembourgeoise en secourisme peut donner satisfaction au ministre. La même question se pose pour les attestations d'encadrement d'enfants et adolescents dans un contexte non-scolaire. Quelles formations nationales et étrangères seront considérées comme justificatives à l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur au Luxembourg ? La formulation proposée est, de l'avis du Conseil d'Etat, trop floue.

La disposition, dans sa rédaction actuelle, confère au Ministre un pouvoir discrétionnaire absolu qui n'est pas circonscrit. Afin de mieux cadrer le caractère discrétionnaire de la disposition sous examen et d'éviter ainsi des recours en justice, le Conseil d'Etat demande que le texte sous revue soit assorti d'un minimum de critères.

Du point de vue de la légistique formelle, le Conseil d'Etat estime que les tirets sont à remplacer par une numérotation.

Au premier tiret (point 1 selon le Conseil d'Etat), il y a lieu d'écrire « le ministre ayant les Services de secours dans ses attributions ».

Tenant compte des observations de la Haute Corporation, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de renvoyer à la base légale visée aux dispositions du sous-point 1. L'insertion des termes « accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger » donne suite aux observations de la Haute Corporation qui avait soulevé la question « si seule une formation luxembourgeoise en secourisme peut donner satisfaction au ministre ».

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est par ailleurs proposé au sous-point 3. de préciser davantage les critères relatifs aux quatre-vingts heures d'activités d'encadrement à accomplir pour être admis au stage préparant à la fonction d'instituteur, notamment en ce qui concerne l'âge des enfants, l'existence d'une rémunération ou non et les entités organisant ces activités.

Echange de vues

- Concernant le sous-point 3, il est expliqué que les activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents dans un « contexte non scolaire » ont pour but de rapprocher les secteurs de l'éducation formelle et non formelle. Sont par exemple prises en compte, les activités d'encadrement dans une association sportive ou une association de scoutisme.
- Le représentant du groupe politique « déi gréng » soulève la question s'il n'est pas discriminatoire de barrer l'accès au stage à un enseignant qui, souffrant d'un handicap physique limité, est dans l'incapacité de présenter l'attestation et le brevet prévus aux sous-points 1. et 2. Par voie d'amendement parlementaire, il est proposé d'introduire une disposition selon laquelle le Ministre peut accorder une dispense aux personnes concernées.
- Une représentante du groupe politique CSV s'enquiert sur la véracité d'informations selon lesquelles des membres du personnel de l'enseignement fondamental auraient refusé de donner des gestes de premier secours à des enfants diabétiques. M. le Ministre confirme ces informations et explique avoir issu une circulaire ministérielle dans le but d'informer le personnel de l'enseignement fondamental sur gestes de premier secours. Il estime que des efforts de sensibilisation supplémentaires semblent nécessaires, ce qui vaut également pour les structures d'éducation et d'accueil.
- M. le Ministre estime qu'il est utile que les instituteurs participent à la conduite des cours de natation, afin de ne pas mettre en cause le principe de l'instituteur en tant que généraliste dans l'enseignement fondamental. Il est précisé que la formation initiale que suivent les enseignants stagiaires dans le développement de l'aisance aquatique et les différents aspects théoriques et pratiques liés à la pédagogie relative

au domaine de la natation se distingue du brevet élémentaire de sauvetage aquatique visé au sous-point 2.

Article 4 (Article 1^{er}, point 4 nouveau)

Le Conseil d'Etat dit comprendre que les auteurs des amendements gouvernementaux introduits le 8 janvier 2016 entendent accorder un délai supplémentaire aux candidats qui se présenteront au concours d'admission au stage de la session 2017. Cependant, le Conseil d'Etat doute de l'utilité de l'engagement écrit proposé au texte sous avis. Dès lors, il propose aux auteurs de renoncer audit engagement et de prévoir simplement que les candidats à la session de 2017 disposent d'une année pour fournir les attestations requises, c'est-à-dire dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité.

Du point de vue de l'ordre légistique, le Conseil d'Etat estime qu'il convient d'écrire « le ministre ayant les Services de secours dans ses attributions. »

La Commission se rallie aux observations du Conseil d'Etat et propose, par voie d'amendement parlementaire, de remplacer le libellé initial en prévoyant que les futurs instituteurs-stagiaires admis au stage en 2017 bénéficieront d'une année supplémentaire pour fournir les attestations requises.

Article 5 (Article 1^{er}, point 5 nouveau)

Le Conseil d'Etat dit pouvoir marquer son accord au libellé proposé. Néanmoins, il constate que les dispositions relatives à la première liste des postes d'instituteur vacants figurent à l'article 9 de la loi précitée du 6 février 2009. Afin de faire précéder les dispositions relatives à la première liste à celles ayant trait à la première liste *bis*, le Conseil d'Etat demande d'inverser les points 5 et 6 de l'article 1^{er}, tout en adaptant la numérotation des articles 8 et 9 qu'il s'agit de remplacer ainsi que les renvois à l'intérieur du dispositif des articles dont question.

La Commission donne suite aux observations de la Haute Corporation et propose, par voie d'amendement parlementaire, d'inverser l'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1^{er} septembre de chaque année. Suite à la suppression de la numérotation des paragraphes, le renvoi au paragraphe 3, point 3 est superfétatoire.

Article 6 (Article 1^{er}, point 6 nouveau)

Le Conseil d'Etat dit pouvoir marquer son accord avec l'article sous rubrique, sous réserve de ses observations relatives à l'article 1^{er}, point 5 ci-dessus.

La Commission se rallie aux observations du Conseil d'Etat et propose, par voie d'amendement parlementaire, d'inverser l'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1^{er} septembre. L'article 12 de la même loi règle aussi la durée de l'affectation, de façon que la mention de cette disposition devienne superfétatoire. Etant donné que la mise en vigueur du présent projet est fixé au 15 septembre 2016, les instituteurs-stagiaires admis au stage le 1^{er} septembre 2016 ne sont

pas obligés à remplir les conditions supplémentaires fixées à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Afin de redresser deux erreurs matérielles, l'orthographe des termes « postes d'instituteur » est alignée.

Echange de vues

Le représentant ministériel explique que l'affectation de stagiaires-instituteurs à un bureau régional d'inspection est seulement prévue pour les cas où une affectation à une école ou une classe de l'Etat n'a pas pu être effectuée par manque de postes disponibles. Il revient au conseiller pédagogique et à l'inspecteur responsable de veiller à ce que les stagiaires-instituteurs affectés à un bureau régional d'inspection remplissent des tâches de remplacement à long terme, afin qu'ils puissent acquérir une expérience approfondie de la tâche d'instituteur.

Article 7 (Article I^{er}, point 7 nouveau)

Du point de vue de la légistique formelle, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu d'écrire « alinéa 1^{er} ».

La Commission fait sienne cette observation du Conseil d'Etat.

Article 8 (Article I^{er}, point 8 nouveau)

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 9 (Article I^{er}, point 9 nouveau)

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 10 (Article I^{er}, point 10 nouveau)

Le Conseil d'Etat dit pouvoir donner son accord aux dispositions sous rubrique.

Article I^{er}, points 11 et 12 nouveaux

Suite à la demande du Conseil d'Etat d'inverser les points 5 et 6 de l'article I^{er}, la Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, d'adapter les renvois aux articles 41 et 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Article 11 (Article II, points 1 et 2)

Le Conseil d'Etat constate que l'article sous rubrique met un terme à l'exclusion des fonctions et des emplois relevant de l'enseignement du système dit « de la carrière ouverte ».

A la lecture du commentaire de l'article sous examen, le Conseil d'Etat comprend que l'objectif premier de la modification projetée est de « faire bénéficier les instituteurs et chargés de cours de l'enseignement fondamental du mécanisme de la carrière ouverte, non limité dans le temps ». En effet, d'après l'exposé des motifs du projet de loi sous examen, « l'objectif d'une telle mesure est de répondre à une aspiration impérative du terrain qui va de pair avec la possible création de postes relevant de la carrière de l'instituteur spécialisé, classée dans la catégorie de traitement A, dans le groupe de traitement A1, grade 16 ». Le

Conseil d'Etat aurait souhaité recevoir plus d'explications quant au profil de l'instituteur spécialisé et concernant le nombre de postes qui seront créés dans ce contexte. Le projet de loi reste muet à ce sujet en ne donnant aucune explication concernant le concept qui est à la base du nouveau dispositif et du revirement que les auteurs du projet de loi opèrent en matière de carrière ouverte.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat renvoie à son avis du 21 janvier 2014 relatif au projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien (doc. parl. 6462²), dans lequel il avait regretté que les auteurs ne s'étaient pas exprimés sur les raisons d'être de l'exclusion de certaines catégories de fonctionnaires et employés de l'Etat de la possibilité de recours au système dit « de la carrière ouverte ».

Désormais, les auteurs proposent de supprimer purement et simplement le terme « enseignement » de l'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien. L'exposé des motifs disait vouloir apporter dans le contexte de ce projet de loi, « *un certain nombre d'adaptations au niveau de l'organisation de l'enseignement fondamental* ». Or, en supprimant le terme « enseignement » de l'article 5 de la loi précitée du 25 mars 2015, les auteurs ouvrent le recours au mécanisme dit « de la carrière ouverte » à tout le secteur de l'enseignement, notamment aussi à l'enseignement postprimaire et aux chargés de cours y engagés. Tout en regrettant de ne pas disposer de plus de détails sur le concept de la modification projetée, le Conseil d'Etat se demande si telle est bien l'intention des auteurs.

Article 12 (Article II, point 3 nouveau)

Le Conseil d'Etat lit cette disposition comme étant l'application des dispositions de la loi précitée du 25 mars 2015 et peut marquer son accord avec l'article sous avis.

Article 13 (Article II, point 4 nouveau)

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 14 (Article III nouveau)

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

La Commission propose, par voie d'amendement parlementaire, de diviser le point 4 en sous-points, afin d'en améliorer la lisibilité. Un sous-point d. est rajouté, afin de redresser une erreur technique survenue suite à l'introduction des amendements gouvernementaux au sujet de l'insertion de la fonction d'instituteur spécialisé dans le sous-groupe enseignement secondaire qui avait disparue dans le texte gouvernemental.

Echange de vues

- Il est précisé que la fonction d'instituteur spécialisé, visée aux points 4.a. et 4.d. de l'article sous rubrique, est à distinguer de celle de l'instituteur d'enseignement spécial. Fonction créée par la loi modifiée du 5 août 1963 portant réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, les instituteurs d'enseignement spécial en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental bénéficient actuellement d'une dérogation qui leur permet de bénéficier d'une tâche d'enseignement de 21 leçons hebdomadaires, alors que la tâche hebdomadaire régulière d'un instituteur des cycles 2 à 4 comporte 23 leçons d'enseignement. Une

centaine d'instituteurs sont concernés par cette mesure. Cette dérogation est abolie par les dispositions de l'article 10 (Article 1^{er}, point 10 nouveau). Elle ne se justifie en fait pas, car les fonctionnaires concernés effectuent à l'heure actuelle le même travail que leurs collègues dans des salles de classe adjacentes. En outre, les classes spéciales n'ont plus de base légale depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Par contre, la mesure dérogatoire en vigueur a engendré un mécontentement, doublé d'un sentiment de traitement inégal, largement partagé par la base du corps enseignant. L'abrogation de la dérogation précitée se traduira par une libération de plus ou moins 200 leçons hebdomadaires d'enseignement qui pourront être réinvesties dans l'enseignement.

- La création des fonctions d'instituteur spécialisé en développement scolaire et d'instituteur spécialisé dans l'encadrement d'enfants à besoins spécifiques est prévue dans l'accord conclu le 22 février 2016 entre le Gouvernement et le Syndicat national des enseignants (CGFP-SNE). Les fonctionnaires concernés sont recrutés au niveau A1 et doivent disposer soit d'un diplôme de master, soit passer par la carrière ouverte ou la voie express. M. le Ministre estime qu'il est légitime de faire bénéficier des fonctionnaires ayant suivi une formation dans un domaine spécifique, d'une rémunération correspondant au niveau d'études atteint.
- Pour ce qui est des instituteurs spécialisés dans l'encadrement d'enfants à besoins spécifiques, il est précisé qu'il s'agit de 150 postes supplémentaires à créer. Cette disposition n'a en aucun cas le but d'écarter de leur tâche les instituteurs recrutés au niveau A2 (bachelor) actuellement en fonction. L'avancement par la voie express ou la carrière ouverte peut être considéré comme une incitation aux instituteurs recrutés au niveau A2 de faire valoriser leur expérience professionnelle.
- Il est précisé que les fonctionnaires de l'enseignement fondamental disposant d'un diplôme d'éducateur ou de psychologue peuvent également profiter de l'avancement par la voie express ou la carrière ouverte. Leur groupe de traitement est cependant différent de celui prévu à l'article sous rubrique.
- Le représentant du groupe politique « déi gréng » soulève la question des voies hiérarchiques au sein d'un établissement scolaire pour le cas où le président du comité d'école dispose d'un grade inférieur à celui de certains de ses agents. Il est expliqué qu'au niveau de la Fonction publique, il n'est pas rare qu'un chef de service dispose d'un grade inférieur à celui de certains de ses agents, sans que cela n'entraîne des conséquences au niveau de la chaîne hiérarchique.

Article 15 (Articles IV et V nouveaux)

Le Conseil d'Etat estime que, du point de vue de la légistique formelle et étant donné que les dispositions transitoires ne sont pas à faire figurer sous l'article relatif à la mise en vigueur de l'acte, mais sous un article à part, il convient de scinder l'article sous avis en deux articles numérotés IV et V.

La Commission donne suite aux observations du Conseil d'Etat et propose, par voie d'amendement parlementaire, d'adapter les renvois à l'article V suite à la nouvelle structure du dispositif.

Echange de vues

Il est précisé que tous les inspecteurs actuellement en fonction bénéficient du reclassement prévu à l'article IV nouveau. Il y a actuellement 22 inspecteurs de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection.

*

Les amendements parlementaires proposés sont adoptés à la majorité des voix, avec l'abstention du représentant de la sensibilité politique ADR.

- **Désignation d'un rapporteur**

La Commission désigne à l'unanimité son Président, M. Lex Delles, comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

3. Informations sur l'accord conclu le 22 février 2016 entre le Gouvernement et le Syndicat national des enseignants (CGFP-SNE) (demande du groupe politique CSV du 23 février 2016)

Pour des raisons de temps, ce point est reporté à la prochaine réunion qui a lieu le 16 mars 2016 à 9 heures.

4. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Luxembourg, le 9 mars 2016

Le Secrétaire-administrateur,
Joëlle Merges

Le Président,
Lex Delles

Annexe

Amendements parlementaires



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par: Joëlle Merges
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 341
Fax: +352 466 966 309
Courriel: jmerges@chd.lu

Madame la Présidente
du Conseil d'État
5, rue Sigefroi
L-2536 Luxembourg

Luxembourg, le 10 mars 2016

Concerne : **6903** Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien ; 3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir une série d'amendements au projet de loi sous rubrique, qui ont été adoptés par les membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en date du 9 mars 2016.


Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi sous rubrique reprenant les amendements proposés (figurant en caractères gras) et les propositions de texte du Conseil d'Etat que la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a faites siennes (figurant en caractères soulignés).

I. Observations générales

Une partie des modifications apportées au texte du projet de loi reflètent les propositions formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 23 février 2016 en ce qui concerne la numérotation et la subdivision du projet de loi qui prend la teneur suivante :

1. L'article I^{er} porte sur les modifications de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;
2. l'article II porte sur les modifications de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;

Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 10 mars 2016


Joëlle Merges
Secrétaire-administrateur de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance
et de la Jeunesse

3. l'article III porte sur les modifications de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat ;
4. l'article IV concerne la disposition transitoire au sujet des inspecteurs de l'enseignement fondamental ;
5. l'article V concerne la mise en vigueur.

II. Amendements

Amendement 1 concernant l'article I^{er}, point 3 nouveau (article 3 initial)

L'article I^{er}, point 3 est amendé comme suit :

« ~~Art. 3.~~ 3. L'article 6 ~~de la même loi~~ est complété par I les alinéas suivants :

« Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer :

- 1. d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, **accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger**, reconnue équivalente par le ministre ayant ~~dans ses attributions~~ les services de secours dans ses attributions, conformément aux dispositions ~~du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours ;~~

- 2. d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage ;

- 3. ~~d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins, d'une attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents, âgés entre trois et dix-huit ans, d'un volume de quatre-vingts heures au moins, accomplies dans un contexte non scolaire, rémunérées ou non rémunérées et organisées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par un organisme privé ou une institution publique, reconnue par le ministre.~~

Un candidat qui souffre d'une incapacité physique ne lui permettant pas d'obtenir l'attestation prévue au point 1 ci-dessus ou le brevet mentionné au point 2 ci-dessus peut en être dispensé par le ministre ».

Commentaire

Afin de tenir compte de l'opposition formelle du Conseil d'Etat à l'égard du respect du principe de la hiérarchie des normes, il est proposé de renvoyer au sous-point 1. à la

base légale visée. L'insertion des termes « accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger » donne suite aux observations de la Haute Corporation qui avait soulevé la question « si seule une formation luxembourgeoise en secourisme peut donner satisfaction au ministre ».

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est par ailleurs proposé au sous-point 3. de préciser davantage les critères relatifs aux quatre-vingts heures d'activités d'encadrement à accomplir pour être admis au stage préparant à la fonction d'instituteur, notamment en ce qui concerne l'âge des enfants, l'existence d'une rémunération ou non et les entités organisant ces activités.

L'alinéa 2 introduit la possibilité pour le ministre d'accorder une dispense de disposer du brevet élémentaire de sauvetage aquatique ou d'une attestation de formation de base en matière de secourisme. En effet, il a été jugé utile de ne pas barrer l'accès au stage à un enseignant souffrant d'une incapacité physique limitée. D'une part, il se peut qu'un candidat se présente qui ne peut plonger sous l'eau que pendant une durée très limitée pour des raisons médicales dûment justifiées. D'autre part, un candidat peut souffrir d'un handicap physique ne lui permettant pas d'exécuter tous les gestes en matière de secourisme. Les dispenses préconisées s'inscrivent également dans le cadre de la conception d'une école fondamentale inclusive à la fois pour les élèves et le personnel enseignant et socioéducatif.

Amendement 2 concernant l'article 1^{er}, point 4 nouveau (article 4 initial)

L'article 1^{er}, point 4 est amendé comme suit :

« Art. 4. 4. L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage, les candidats admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017 disposent d'une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage précité pour présenter les pièces requises y énumérées. » »

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est proposé de remplacer le libellé initial, en prévoyant que les futurs instituteurs-stagiaires admis au stage en 2017 bénéficieront d'une année supplémentaire pour fournir les attestations requises. Le

texte proposé permet également de remédier à une erreur matérielle relevée par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dans son avis quant à l'absence de la condition requise des quatre-vingts heures d'activités d'encadrement (pour la promotion 2017) qui est réintégrée dans la proposition d'amendement.

Amendement 3 concernant l'article 1^{er}, point 5 nouveau (article 5 initial)

L'article 1^{er}, point 5 est amendé comme suit :

« Art. 5. 5. L'article 9 devient l'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant et prend la teneur suivante :

« Art. 8. Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste bis des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage au début de l'année scolaire subséquente. Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 9, paragraphe 3, alinéa 4.

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste bis des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;
2. l'ancienneté de service.

La première liste bis comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste bis. Dans le cadre de la première liste bis des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes

éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

(1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste *bis* publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste *bis* prévues à l'article 8 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage **au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1^{er} septembre de chaque année**, conformément à l'article 8 9.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant :

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur ;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8 ;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des **agents mentionnés au paragraphe 3, point 3**, remplaçants ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente. » »

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est proposé d'inverser l'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1^{er} septembre de chaque année. Suite à la suppression de la numérotation des paragraphes, le renvoi au paragraphe 3, point 3 est également supprimé.

Amendement 4 concernant l'article 1^{er}, point 6 nouveau (article 6 initial)

L'article 1^{er}, point 6 est amendé comme suit :

Art. 6. 6. L'article 8 devient l'article 9 de la même loi est modifié comme suit **et prend la teneur suivante :**

~~« Art. 9. (1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste bis publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.~~

~~(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste bis prévues à l'article 8, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage au début de l'année scolaire subséquente, conformément à l'article 8.~~

~~(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:~~

- ~~1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;~~
- ~~2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;~~
- ~~3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.~~

~~Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.~~

~~L'affectation des agents mentionnés au paragraphe 3, point 3, ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.~~

~~Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente. »~~

~~Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.~~

~~Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste bis des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage **au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1^{er} septembre de chaque année.** Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. **Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 8 paragraphe 3, alinéa 4.**~~

~~L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste bis des postes d'instituteurs vacants.~~

~~Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.~~

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants :

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection ;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal. » »

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat, il est proposé d'inverser l'article 8 et l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Les renvois à l'intérieur de l'article sont adaptés. La date de début du stage des instituteurs-stagiaires est alignée sur celle prévue à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, c'est-à-dire le 1^{er} septembre. L'article 12 de la même loi règle aussi la durée de l'affectation, de façon que la mention de cette disposition devienne superfétatoire. Etant donné que la mise en vigueur du présent projet est fixé au 15 septembre 2016, les instituteurs-stagiaires admis au stage le 1^{er} septembre 2016 ne sont pas obligés à remplir les conditions supplémentaires fixées à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Afin de redresser deux erreurs matérielles, il est proposé d'aligner l'orthographe des termes « postes d'instituteur ».

Amendement 5 concernant l'article 1^{er}, point 11 nouveau

A l'article 1^{er}, il est inséré un point 11 nouveau libellé comme suit :

« 11. Dans l'article 41, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'article 8, alinéa 5 » sont remplacés par ceux de « l'article 9, alinéa 4 ». »

Commentaire

Suite à la demande du Conseil d'Etat d'inverser les articles 5 et 6, il est proposé d'adapter les renvois à l'article 41 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Amendement 6 concernant l'article I^{er}, point 12 nouveau

A l'article I^{er}, il est inséré un point 12 nouveau libellé comme suit

« 12. A l'article 42 sont apportées les modifications suivantes :

a. A l'alinéa 3, les mots « l'article 8, alinéa 2 » sont remplacés par ceux de « l'article 9, alinéa 2 ».

b. A l'alinéa 4, les termes « l'article 9 » sont remplacés par ceux de « l'article 8 ». »

Commentaire

Suite à la demande du Conseil d'Etat d'inverser les articles 5 et 6, il est proposé d'adapter les renvois à l'article 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Amendement 7 concernant l'article III nouveau (article 14 initial)

L'article III est amendé comme suit :

« ~~Art. 14.~~ Art. III. La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit :

1. A l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le point 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16. »

2. A l'article 17, alinéa 1^{er} point b), les termes « d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché » sont remplacés par les termes « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché ».

3. ~~A l'annexe A est modifiée comme suit :~~ a) A la rubrique II « Enseignement », II.a. Nouveau régime de la rubrique «Enseignement», groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché » sont remplacées par les fonctions « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché »,

b) 4. A l'annexe A, A-la rubrique II « Enseignement », II.b. Régime transitoire de la rubrique « Enseignement », groupe de traitement A1, **sont apportées les modifications suivantes** :

a. il est ajouté un « sous-groupe enseignement fondamental » avec le grade E7 et la fonction « instituteur spécialisé » ;

b. au grade E7ter, la fonction « inspecteur de l'enseignement fondamental » est remplacée par la fonction « inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection » ;

c. au grade E8, la fonction « inspecteur général de l'enseignement fondamental » est remplacée par les fonctions « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché » ;

d. il est ajouté au « sous-groupe enseignement secondaire » derrière le terme « professeur » la fonction d'« instituteur spécialisé ». »

Commentaire

Afin d'en améliorer la lisibilité, il est proposé de diviser le point 4 en sous-points.

Il est proposé de rajouter un sous-point d. à l'article III, point 4. En effet, il s'agit de redresser une erreur technique survenue suite à l'introduction des amendements gouvernementaux au sujet de l'insertion de la fonction d'instituteur spécialisé dans le sous-groupe enseignement secondaire qui avait disparue dans le texte gouvernemental.

Amendement 8 concernant l'article V nouveau (article 15, alinéa 2 initial)

L'article V est amendé comme suit :

Art. V. La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des **articles points** 5 et 6 **de l'article I^{er}** qui entreront en vigueur le 1^{er} juin 2016. L'article **14 III** prend effet au 1^{er} octobre 2015.

Commentaire

Suite aux observations du Conseil d'Etat relatives à la nouvelle numérotation du projet de loi, il convient d'adapter les renvois à l'article V.

* * *

Au nom de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, je vous saurais gré de bien vouloir faire aviser par le Conseil d'Etat les amendements exposés ci-avant.

J'envoie copie de la présente, pour information, au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, avec prière de transmettre les amendements aux chambres professionnelles consultées, et au Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération très distinguée.



Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Annexes:

- Texte coordonné proposé par la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;
2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;
3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

Chapitre 1^{er} – Modification de l

Art. 1^{er}. La loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental est modifiée comme suit :

Art. 1^{er} 1. L'article 4 ~~de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental~~ est complété par l'alinéa suivant :

« Les instituteurs qui obtiennent un niveau de performance 4 à l'occasion de l'appréciation de leurs compétences professionnelles telle que prévue à l'article 4**bis** de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, bénéficient d'un congé correspondant à 12 leçons d'enseignement direct pendant la première année scolaire de la période de référence suivant l'appréciation. Ce congé correspond à une diminution de leur tâche d'enseignement de 0,33 leçon hebdomadaire d'enseignement direct pendant l'année scolaire en question. Les mêmes modalités s'appliquent pour les membres de la réserve de suppléants ».

Art. 2 2. A l'article 5, alinéa 5 ~~de la même loi~~, les termes « ainsi que les indemnités des membres des jurys des épreuves préliminaires et des épreuves de classement du concours » sont insérés après les termes « les modalités du concours et du stage ».

Art. 3 3. L'article 6 ~~de la même loi~~ est complété par l' les alinéas suivants :

« Pour être admis au stage, les candidats doivent également disposer :

- 1. d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures, **accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger**, reconnue équivalente par le ministre ayant ~~dans ses attributions~~ les services de ~~Secours dans ses attributions~~, conformément aux dispositions **du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population. 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours** ;
- 2. d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage ;
- 3. ~~d'une attestation d'encadrement d'enfants et d'adolescents dans un contexte non scolaire d'un volume de quatre-vingts heures au moins d'une attestation d'activités d'encadrement d'enfants ou d'adolescents, âgés entre trois et dix-huit~~

ans, d'un volume de quatre-vingts heures au moins, accomplies dans un contexte non scolaire, rémunérées ou non rémunérées et organisées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par un organisme privé ou une institution publique, reconnue par le ministre.

Un candidat qui souffre d'une incapacité physique ne lui permettant pas d'obtenir l'attestation prévue au point 1 ci-dessus ou le brevet mentionné au point 2 ci-dessus peut en être dispensé par le ministre.

Art. 4 4. L'article 46 ~~de la même loi~~ est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 6, alinéa 4, ~~peuvent également être admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017, les candidats qui s'engagent par écrit à fournir une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de vingt-huit heures reconnue équivalente par le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ainsi qu'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures reconnu équivalent par le ministre, sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage, dans un délai d'un an à partir de la date d'admission au stage précité. A défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils sont exclus du stage. les candidats admis au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de la session 2017 disposent d'une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage précité pour présenter les pièces requises y énumérées.~~ » »

Art. 5 5. L'article 9 ~~devient l'article 8 de la même loi~~ est remplacé par le texte suivant et prend la teneur suivante :

« Art. 9 8. ~~Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.~~

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage au début de l'année scolaire subséquente. Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 9, paragraphe 3, alinéa 4.

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants:

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection;

2. l'ancienneté de service.

La première liste bis comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste bis.

Dans le cadre de la première liste bis des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

(1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste bis publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste bis prévues à l'article 8 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage **au début de l'année scolaire subséquente** **débutant le 1^{er} septembre de chaque année**, conformément à l'article 8 9.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant :

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur ;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8 ;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des **agents mentionnés au paragraphe 3, point 3**, remplaçants ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.
» »

Art. 6 6. L'article 8 devient l'article 9 de la même loi est modifié comme suit et prend la teneur suivante :

« **Art. 8 9.** (1) Le ministre établit chaque année une première liste des postes d'instituteur vacants, qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, ainsi qu'une première liste bis publiée après les opérations de réaffectation de la première liste.

(2) Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste bis prévues à l'article 8, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage au début de l'année scolaire subséquente, conformément à l'article 8.

(3) L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant:

1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur;
2. par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8;
3. par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des agents mentionnés au paragraphe 3, point 3, ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.»

Le ministre affecte les instituteurs ainsi que les stagiaires-instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'Etat, soit à un bureau régional de l'inspection.

Après les opérations de réaffectation des instituteurs qui ont lieu annuellement dans le cadre de la première liste ainsi que de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, le ministre détermine, parmi les postes d'instituteur restés vacants ou devenus vacants, ceux qui sont réservés pour les stagiaires admis au stage **au début de l'année scolaire subséquente débutant le 1^{er} septembre de chaque année.** Les stagiaires sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5. **Cette affectation vaut pour toute la durée du stage, par dérogation à l'article 8 paragraphe 3, alinéa 4.**

L'instituteur souhaitant changer d'affectation, présente sa demande au ministre soit dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, soit dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteurs vacants.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une école, à une classe de l'Etat ou à un bureau régional de l'inspection sont prises par le ministre.

Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste dressée par l'inspecteur d'arrondissement sur base des éléments suivants :

1. le dernier rapport d'appréciation des performances professionnelles ou, à défaut, d'une note d'inspection ;
2. l'ancienneté de service.

La première liste *bis* comprend les différents postes d'instituteurs devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste. Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la première liste *bis*.

Dans le cadre de la première liste *bis* des postes d'instituteur vacants, les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur sont prises par le ministre entre tous les candidats classés sur une liste sur base des mêmes éléments pris en compte pour classer les candidats postulant lors de la première liste des postes d'instituteur vacants.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal. » »

Art. 7 7. L'article 16, alinéa 1^{er}, point 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« 8) des chargés de cours en cycle de formation engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle. »

Art. 8 8. Les articles 19 à 21 de la même loi sont abrogés.

Art. 9 9. L'article 22 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

« **Art. 22.** Les personnes énumérées à l'article 16, points 2 à 8, bénéficient d'un engagement en qualité d'employé de l'État à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle auprès de la réserve de suppléants.

Le recrutement des nouveaux membres de la réserve se fait dans la limite des postes prévus chaque année par la loi budgétaire en tenant compte des besoins en personnel déterminés par la procédure de planification des besoins en personnel enseignant. »

Art. 10 10. L'article 43, paragraphe 1^{er} de la même loi est abrogé.

11. Dans l'article 41, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'article 8, alinéa 5 » sont remplacés par ceux de « l'article 9, alinéa 4 ». »

12. A l'article 42 sont apportées les modifications suivantes :

a. A l'alinéa 3, les mots « l'article 8, alinéa 2 » sont remplacés par ceux de « l'article 9, alinéa 2 ».

b. A l'alinéa 4, les termes « l'article 9 » sont remplacés par ceux de « l'article 8 ».

Chapitre 2 – Modification de l

Art. II. La loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifiée comme suit :

Art. 11 1. A L' l'article 5, de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien est modifié comme suit : 1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le terme « « Enseignement », » est supprimé.

2. Au A l'article 5, paragraphe 2, les termes « des sous-groupes de l'enseignement ainsi que » sont supprimés et les termes « 43 à 49 » sont remplacés par les termes « 43, 45 et 46 ».

Art. 12 3. L'article 7, paragraphe 1^{er}, point 3 de la même loi, est complété comme suit :

« ou par l'Institut de formation de l'éducation nationale. »

Art. 13 4. Dans l'article 14, paragraphe 1^{er} alinéa 2 de la même loi, les mots « ou de l'Institut de formation de l'éducation nationale » sont insérés après les mots « l'Institut national d'administration publique ».

Chapitre 3 – Modification de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 14. Art III. La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat est modifiée comme suit :

1. A l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le point 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° Les fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et d'inspecteur-attaché sont classées au grade 17. La fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection est classée au grade 16. »

2. A l'article 17, alinéa 1^{er}, point b), les termes « d'inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché » sont remplacés par les termes « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché ».

3. ~~A L~~ l'annexe A ~~est modifiée comme suit :~~ ~~a) A la~~ rubrique II « Enseignement », II.a. Nouveau régime de la rubrique « Enseignement », groupe de traitement A1, sous-groupe à attributions particulières, au grade 17, les fonctions « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'un arrondissement, inspecteur de l'enseignement primaire en charge d'un arrondissement, inspecteur-attaché » sont remplacées par les fonctions « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché »,

~~b) 4. A l'annexe A, A la~~ rubrique II « Enseignement », II.b. Régime transitoire de la rubrique « Enseignement », groupe de traitement A1, **sont apportées les modifications suivantes** :

a. il est ajouté un « sous-groupe enseignement fondamental » avec le grade E7 et la fonction « instituteur spécialisé » ;

b. au grade E7ter, la fonction « inspecteur de l'enseignement fondamental » est remplacée par la fonction « inspecteur de l'enseignement fondamental non en charge d'une mission d'inspection » ;

c. au grade E8, la fonction « inspecteur général de l'enseignement fondamental » est remplacée par les fonctions « inspecteur de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection, inspecteur-attaché » ;

d. il est ajouté au « sous-groupe enseignement secondaire » derrière le terme « professeur » la fonction d'« instituteur spécialisé ». »

Chapitre 3 – Mise en vigueur.

Chapitre 4 – Dispositions transitoires et finales.

Art.15. Art. IV. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental en charge d'une mission d'inspection et les inspecteurs-attachés nommés avant le 15 septembre 2016 sont reclassés au grade E8 avec effet au 1^{er} octobre 2015 pour ceux nommés avant cette date et avec effet à partir de leur date de nomination pour ceux nommés après le 1^{er} octobre 2015.

Art. V. La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 2016, à l'exception des **articles points** 5 et 6 **de l'article I^{er}** qui entreront en vigueur le 1^{er} juin 2016. L'article **14 III** prend effet au 1^{er} octobre 2015.